



Paris, le 4 mars 2020

DECLARATION LIMINAIRE CHSCT DU 4 MARS 2020

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs semaines, le contexte social met particulièrement à mal les rapports des agents de la fonction publique avec leur employeur qu'est l'Etat notamment à travers les réformes que le Gouvernement actuel passe en force.

Mais outre le conflit qui nous oppose, la méthode du « fonctionnaire bashing » pour utiliser l'anglicisme en vogue, le dénigrement donc du travail des agents qui se sont mis au service de l'Etat devient très inquiétant.

Ce contexte nous mène à vous interpeler Monsieur le Président, et à travers vous, nous espérons avoir un écho auprès de Monsieur Didier Guillaume notre Ministre afin qu'il relaie les risques de santé encourus par les agents en termes de risques psycho-sociaux au sein de ce même Gouvernement.

L'**UNSA** a déjà alerté à maintes reprises sur l'enchaînement des réformes que nous subissons. Pour l'enseignement les réformes successives des diplômes, de l'apprentissage, de l'organisation des examens... Pour les services déconcentrés la création des secrétariats généraux communs, la création des nouvelles DDI...Et l'ensemble des chantiers sur l'organisation territoriale de l'Etat.

Nous rappelons aussi les contraintes fortes qui pèsent sur les agents contractuels, devenus des variables d'ajustement. Des agents qui font vivre l'enseignement agricole public dans les CFA et CFPPA et que le Ministère continue à ignorer alors qu'ils sont dans des situations sensibles.

Des agents qu'on place aux frontières avec la Grande-Bretagne dans des conditions de travail que nous avons déjà dénoncées. Des agents en SEA, renouvelés à chaque campagne, avec une formation trop succincte, mais chronophage pour les tuteurs.

Sur le domaine de l'apprentissage, les grandes entreprises sont déjà en état de marche pour lancer leurs grands centres de formation d'apprentis. A l'image par exemple de Daniel Moquet, grand spécialiste de l'aménagement paysager, qui a déjà largement communiqué en la matière.

La dérégulation est en marche ; comment le Ministère anticipe-t-il cela ? Y-a-t-il un désir de prévenir avant de guérir, ou attend-on simplement que le système se délabre tellement qu'il n'y ait plus rien ni personne dont il faudrait se préoccuper ?

L'**UNSA** vous a alerté dès la semaine dernière sur l'importance de la communication au regard de l'épidémie du coronavirus sur notre territoire. Les agents doivent être informés des mesures de prévention, des symptômes spécifiques du Covid-19 mais également des modalités en cas de mise en quarantaine.

Le programme national de prévention a été élaboré de manière proactive, innovante et originale en 2019. Il court jusqu'en 2022. Nous sommes en 2020, il est urgent de mettre en œuvre les groupes de travail sur les différentes thématiques de ce PNP ambitieux.

Merci de votre attention.